

Pour le situer dans son contexte, ce budget s'inscrit dans un plan visant à essayer d'affronter une grosse difficulté qui bouleverse les financiers du monde entier. Les députés le savent, le Canada est maintenant au beau milieu des marchés financiers mondiaux. Nous ne formons plus un petit ghetto ou une réserve qui essaie de vivre en autarcie. Lorsqu'on se lance dans le monde, il faut accepter toutes les réalités économiques que cela comporte. L'une des réalités économiques des deux ou trois dernières décennies, c'est l'avènement d'une nouvelle activité commerciale dans le monde, la spéculation sur les devises de différents pays. Il y a 25 ou 30 ans, les réserves d'eurodollars, devise internationale, se chiffraient à 200 ou 300 milliards. Pour le moment, elles dépassent les 3 billions, et elles augmentent tout le temps. Certaines personnes ne font rien d'autre que d'essayer de calculer de quelle fraction de cent une monnaie va fluctuer, et elles spéculent sur cette fluctuation. La spéculation a pris des proportions considérables. Les Bears de Chicago ont joué une partie de football et les spéculateurs ont parié 2 milliards. Ils ont parié que l'écart serait d'au moins 10 points, et ils ont gagné. Tout ce que je veux dire, c'est que nous essayons de juger un ministre des Finances sur son budget sans nous rendre compte qu'il se trouve bon gré mal gré au milieu d'une vaste loterie mondiale. Tous les ministres des Finances doivent se rendre à l'évidence; ils n'ont plus affaire tout simplement à des problèmes régionaux, comme ceux qui attirent l'attention de la plupart des députés.

Dans ce contexte, je crois que le budget reste bien dans la ligne de la déclaration de novembre 1984 et du budget de 1985. Ils s'agissaient de budgets modérés, neutres; il ne nous reste qu'à espérer qu'on nous fera confiance. À l'heure actuelle, les gouvernements se trouvent dans la même position que toutes les grandes sociétés comme les banques et les sociétés de fiducie. Nous dépendons surtout d'une chose: la confiance. À cause des conséquences économiques de la perte de confiance dans une institution, il faut apprendre à se serrer les coudes. Les gouvernements, les banques et les sociétés de fiducie doivent apprendre à se serrer les coudes. Nous avons vu ce qui s'est passé aux États-Unis et au Canada l'an dernier quand un certain nombre de banques ont fait faillite. Il suffit de lancer la rumeur qu'une banque éprouve des difficultés et alors il n'y a pas de banque qui peut résister. Voilà pourquoi les banques doivent apprendre, comme les banques américaines ont commencé à le faire, à se serrer les coudes. Nous avons encore à apprendre cela au Canada.

● (1320)

Le danger qui existe est qu'une fois qu'un système de crédit est adopté dans le monde entier, il faut maintenir la confiance dans ce système coûte que coûte. Nous avons vu à la Chambre la semaine dernière ce que chaque ministre des Finances doit faire dans son pays, c'est-à-dire faire connaître à la population les projets budgétaires de son gouvernement et tenter de donner l'impression qu'il s'attaque à tous les problèmes auxquels chaque pays se heurte. À mon avis, le ministre s'est acquitté de sa tâche de façon fort satisfaisante. En premier lieu, il donne l'impression d'être honnête homme et, en deuxième lieu, on trouve qu'il a un certain sens de l'humour. Il sait ce qu'il doit faire. En somme, il s'est contenté de donner une légère impulsion dans la bonne voie. C'est ce à quoi sert un budget, donner une certaine orientation.

Le budget—M. Hamilton

Cela m'amène à parler d'une autre chose. Quel que soit le budget, l'étape suivante est dangereuse. Ce sont les décrets du conseil, les règlements et les définitions à adopter pour donner suite à ces mesures qui décident de l'issue de la bataille. Il y a quelques années, en 1979, un budget a été présenté à la Chambre, et je vais seulement vous citer la première phrase d'un article qu'a publié à ce sujet la revue savante et de premier plan *The Public Interest*. J'ai déjà cité cette phrase à la Chambre. Écoutez bien ceci:

Le 13 décembre 1979, le gouvernement canadien est tombé. Cela ne faisait que six mois que les conservateurs gouvernaient avec une minorité parlementaire lorsqu'ils ont été défaits sur une motion de défiance. Le problème était leur premier budget—un budget qui faisait fi de la politique économique keynésienne...

Cela suffit à rendre fous de peur les intellectuels. L'article se poursuit:

... pour la remplacer par des recommandations totalement différentes. On n'allait pas remédier au chômage et à la lenteur de la croissance économique en accroissant le déficit fédéral mais bien en le diminuant.

C'est là le point de vue exprimé dix-huit mois après par les intellectuels de premier plan du monde anglophone. Cet article, qui constitue un numéro spécial de *The Public Interest*, s'intitule «La dissolution du consensus keynésien». La doctrine de Keynes était déjà presque périmée à la fin de la guerre et aucune autre formule ou système n'ont surgit pour résoudre tous nos problèmes.

La vérité, c'est que le parti conservateur est différent des partis d'opposition: parti libéral et NPD. Ces deux partis ne voient qu'une façon de sortir des difficultés, qui est de dépenser plus d'argent, et ils nous ont plongés dans un tel chaos en 1979 qu'ils ont été défaits. Puis, quand nous avons essayé de changer cela, ces types-là se sont monté la tête un soir. Ils ont pensé qu'ils pouvaient défaire le gouvernement conservateur à cause d'une unique augmentation de taxe. Elle portait sur le carburant diesel. Ces gens-là ont continué de se monter la tête dans la soirée, et ils ont persuadé le NPD de faire bande avec eux. Ils ont défait le gouvernement. Mais ils ont hérité de leur propre chaos. Je me rappelle le jour de 1981 où le premier ministre d'alors a demandé à l'opposition: «Si vous avez des idées valables, je vous en prie, faites-nous-en part. Nous n'avons pas idée de ce qu'il faut faire». C'était en 1981.

En 1982 les conservateurs, au cours d'une journée consacrée à l'opposition, ont présenté un programme en quatre points concernant les taux d'intérêt. Tous les partis représentés à la Chambre ont approuvé ces quatre points. Presque tous les députés, pour autant que je m'en souviens, de ce côté-là de la Chambre avaient donné un avis favorable. Nous avons modifié en 1983 la Loi nationale sur l'habitation, la Loi sur le crédit agricole. Tous les partis se sont dits d'accord pour prévoir de l'argent pour ces fins utiles: construction de maisons individuelles, aide aux agriculteurs, aux forestiers et aux producteurs par la voie d'un abaissement des taux d'intérêt à un niveau moral.

Depuis 3,000 ans nous savons que lorsque les taux d'intérêt dépassent certains niveaux ils sont criminels—ils ruinent l'emprunteur, l'agriculteur, la grosse et la petite entreprise, ils ruinent les gouvernements. C'est précisément ce qui s'est produit et nous tentons maintenant de nous en sortir. Nous avons démarré lentement, en douceur, sans que ce soit aussi difficile qu'on l'annonçait.